

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Le secteur énergétique canadien peut-il vraiment tirer parti des événements actuels?

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Il aura fallu l'invasion de l'Ukraine pour mettre en lumière à quel point l'Europe est dépendante de l'énergie russe. À bien des égards, l'Union européenne (UE) – et l'Allemagne en particulier – n'a pas tenu compte des signaux d'alarme. Il y a huit ans, Vladimir Poutine a annexé la péninsule ukrainienne de Crimée. L'Allemagne a malgré tout augmenté ses importations d'énergie en provenance de la Russie à la suite de cet événement, désireuse de remplacer le charbon et l'énergie nucléaire. L'ancienne chancelière Angela Merkel a même endossé la construction du controversé gazoduc Nord Stream 2. Ce gazoduc aurait doublé la capacité d'approvisionnement de l'Allemagne par la Russie, renforçant ainsi la mainmise énergétique de Vladimir Poutine sur l'Europe. Bien que le gazoduc soit achevé depuis septembre 2021, les autorités allemandes ont interrompu sa certification à la suite de l'invasion.

Cette semaine, un haut fonctionnaire américain a déclaré que Nord Stream 2 était mort. Il ne s'agit probablement pas d'une exagération. La dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe a atténué l'impact des sanctions. Même si les États-Unis et le Royaume-Uni ont rejoint le Canada en interdisant les importations de pétrole russe cette semaine, ces pays n'importent pas une grande partie de leur énergie de la Russie. C'est toutefois le cas de l'Europe. C'est en partie pourquoi l'interdiction de SWIFT à la fin de février a dû être adaptée pour que l'Europe puisse continuer de payer son gaz à la Russie. Empêcher de trop déstabiliser les importations d'énergie européenne vient néanmoins avec un coût élevé, soit le financement de l'agression de Vladimir Poutine.

L'invasion de l'Ukraine est probablement un tournant dans la sécurité énergétique européenne, mais on ne sait pas exactement comment la situation va évoluer. Le changement climatique ajoute une couche supplémentaire de complexité. En dépit de

l'actualité, on ne peut pas perdre de vue le fait que la planète poursuit son réchauffement. La transition vers les énergies renouvelables prendra toutefois de nombreuses années, même si elle est accélérée. En attendant, l'Europe devra de plus en plus compter sur des sources indésirables pour compenser le manque de gaz naturel. Par exemple, l'Italie envisage de relancer les centrales électriques au charbon, et l'Allemagne a laissé entendre qu'elle pourrait repousser son échéance de 2030 pour fermer ses centrales au charbon.

Le Canada pourrait-il contribuer à résoudre cette énigme? Malgré les engagements du Canada en matière de décarbonisation, il semble y avoir beaucoup de volonté politique pour aider l'Europe. Une Europe brûlant du gaz naturel provenant du Canada plutôt que de la Russie n'aurait pas d'impact à la hausse sur les émissions. En fait, cela pourrait même les réduire si cela impliquait que l'Europe cessait d'utiliser du charbon. De plus, plusieurs plaident en faveur du gaz naturel en tant que carburant de transition, qui favoriserait également la production de carburants propres comme l'hydrogène. Comme l'a [souligné](#) notre équipe de recherche en énergie, le Canada est l'un des cinq premiers producteurs de gaz naturel au monde. Le Canada se classe également nettement mieux que la Russie et de nombreux autres pays sur un certain nombre d'indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Et surtout, le gaz naturel canadien est relativement peu émetteur de méthane. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le potentiel de réchauffement planétaire du méthane est environ 84 fois supérieur à celui du CO₂. Pour toutes ces raisons, le Canada pourrait facilement devenir un fournisseur privilégié de gaz naturel européen.

Là, toutefois, s'arrête l'optimisme. Sur le plan logistique, il y a très peu de chance que le Canada puisse faire une différence

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	Survol de la semaine.....	3	À surveiller	4	Indicateurs économiques	7
-------------------------------	---	---------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

à court terme. Le Canada ne dispose actuellement d'aucun terminal de gaz naturel liquide (GNL). L'usine de GNL de Kitimat, en Colombie-Britannique, ne commencera pas à exporter du gaz avant 2025 et se concentrera sur les marchés asiatiques plutôt que l'Europe. Entretemps, les récentes propositions visant à acheminer le gaz naturel canadien vers les marchés européens à partir de la côte Est ont eu du mal à obtenir le financement, l'approbation réglementaire et le soutien du public. Même en supposant un changement de paradigme soudain à la suite de l'invasion russe, les premières expéditions ne se feront pas avant plusieurs années.

Au-delà de cela, si le gaz naturel s'avère être un combustible de transition, cela implique que la demande mondiale finira par diminuer. Cela pourrait se produire parce que des sources d'énergie renouvelable abordables deviennent largement disponibles, parce que les gouvernements augmentent les taxes sur le carbone, ou les deux. Ces possibilités ont freiné les investissements dans les nouveaux terminaux GNL ces dernières années et malgré les enjeux géopolitiques actuels, il est loin d'être acquis que les producteurs fassent une lecture différente de l'échiquier de long terme. C'est en partie pourquoi nous demeurons sceptiques quant à la capacité des événements actuels à transformer les perspectives d'investissement du secteur énergétique canadien.

Survol de la semaine

Par Benoit P. Durocher, économiste principal, Francis Généreux, économiste principal, Lorenzo Tessier-Moreau, économiste senior, et Hendrix Vachon, économiste principal

- ▶ **L'inflation américaine s'est de nouveau accélérée au cours du mois dernier**, passant de 7,5 % en janvier à 7,9 % en février. Elle n'était que de 1,7 % il y a un an. L'énergie a joué un grand rôle dans la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) en février. La variation mensuelle des prix de l'essence a bondi de 6,6 % et celle du prix du mazout de 6,7 %. Il est évident que la pression provenant des prix de l'énergie va être encore très forte en mars. La guerre en Ukraine a fait bondir les prix du pétrole sur les marchés internationaux et l'essence s'en ressent déjà. Excluant les aliments et l'énergie, l'IPC de base a progressé de 0,5 % en février, soit un peu moins que les 0,6 % des deux mois précédents. Cela dit, les facteurs qui alimentent l'inflation restent bien présents et sont aussi exacerbés par ce qui se passe en Europe de l'Est. Ainsi, les sommets de l'inflation totale et de l'inflation de base prévus au cours des prochains mois devraient se montrer plus élevés que ce que l'on pouvait récemment croire.
- ▶ **La confiance des ménages américains a reculé de nouveau en mars** selon l'indice de l'Université du Michigan qui est passé de 62,8 à 59,7, son plus bas niveau depuis septembre 2011. La baisse provient surtout des anticipations des ménages (-5 points), ce qui est un signe négatif pour l'évolution des dépenses de consommation.
- ▶ **Le solde commercial américain s'est nettement détérioré en janvier**. Le déficit a ainsi enregistré un nouveau record historique en passant de 82,0 G\$ US en décembre à 89,7 G\$ US en janvier. Les exportations nominales ont diminué de 1,7 %, alors que les importations ont augmenté de 1,2 %. La détérioration se remarque aussi dans le commerce de biens exprimés en termes réels. Ainsi, les exportations nettes réelles devraient amener une contribution négative au PIB réel en début d'année, ce qui amène à revoir à la baisse la prévision de croissance du premier trimestre.
- ▶ **L'inflation demeure modérée en Chine**. La croissance annuelle des prix à la consommation n'a été que de 0,9 % en février, un net contraste avec les hausses enregistrées en Amérique du Nord et en Europe. Une importante différence avec ce qui se vit ici ce sont les prix des aliments (-3,9 %) et notamment de la viande (-26,0 %) qui tirent l'inflation chinoise vers le bas.
- ▶ **Au Canada, le solde du commerce de marchandises s'est fortement amélioré en janvier**, passant de -0,69 G\$ à +2,62 G\$. Ce gain s'explique par une baisse des importations (-7,4 %) nettement plus prononcée que celle des exportations (-1,7 %).
- ▶ **Le marché du travail canadien a bénéficié d'une création de 336 600 emplois en février**, après une baisse de 200 100 postes en janvier. Le taux de chômage est passé de 6,5 % à 5,5 %. Le taux de chômage est ainsi redescendu à un niveau inférieur à celui observé avant la pandémie (5,7 %) et il se rapproche du creux historique de 5,4 % répertorié en mai 2019. La bonne santé du marché du travail met en évidence la nécessité de poursuivre la normalisation de la politique monétaire de la Banque du Canada au cours des prochains mois.
- ▶ **Le taux d'endettement des ménages canadiens est monté à 186,23 % au quatrième trimestre de 2021**, ce qui correspond à un nouveau sommet historique. Les hypothèques représentent encore l'essentiel de la hausse de la dette durant la période.
- ▶ **Les marchés financiers sont demeurés très volatils** cette semaine. Le S&P 500 a enregistré sa plus forte baisse journalière depuis octobre 2020 dans la journée de lundi alors que le prix d'un baril de pétrole WTI (*West Texas Intermediate*) a approché 130 \$ US mardi. Les taux obligataires ont malgré tout repris des points cette semaine, en particulier mardi et mercredi. Le taux sur les obligations de 10 ans du gouvernement américain était de retour au-dessus de 2 % jeudi. On note encore une fois les **pressions à la hausse sur les prix de plusieurs matières premières**, lesquels augmentent les probabilités d'une inflation plus forte et plus durable. Cela constituera un incitatif important pour que les banques centrales poursuivent leur resserrement monétaire. Cependant, l'inflation pourrait aussi devenir un frein à la croissance économique qu'il faudra surveiller de près.
- ▶ La **Banque centrale européenne (BCE)** a d'ailleurs annoncé qu'elle terminera ses achats d'actifs au troisième trimestre, soit plus tôt qu'initialement signalé. Elle ouvre aussi la porte à une première hausse de taux d'intérêt d'ici la fin de 2022. La BCE a relevé ses prévisions d'inflation et mentionne que la guerre en Ukraine ajoute un risque supplémentaire à la hausse sur les prix à court terme.

À surveiller

Par Francis Généreux, économiste principal, et Benoit P. Durocher, économiste principal

MERCREDI 16 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,2 %
Janvier	3,8 %

MERCREDI 16 mars - 14:00

Mars	
Consensus	0,50 %
Desjardins	0,50 %
26 janvier	0,25 %

JEUDI 17 mars - 8:30

Février	taux ann.
Consensus	1 700 000
Desjardins	1 760 000
Janvier	1 638 000

ÉTATS-UNIS

Ventes au détail (février) – Les ventes au détail ont enregistré une forte hausse de 3,8 % en janvier, un net rebond à la suite de la baisse de 2,5 % subie en décembre. On s’attend à une autre augmentation pour le mois de février, mais celle-ci devrait se montrer bien plus modeste. D’un côté, les ventes d’automobiles neuves ont chuté de 6,4 % en février et ce secteur devrait contribuer négativement à la variation mensuelle des ventes totales. D’un autre côté, les prix de l’essence ont considérablement crû en février (même avant l’escalade due à la guerre en Ukraine). Excluant les automobiles et l’essence, l’évolution des ventes semble plutôt mitigée selon les secteurs. Rappelons que certains indices de confiance des ménages montrent une situation où la consommation risque d’être faible. On remarque toutefois qu’il s’est créé 36 900 emplois chez les détaillants en février, un bon résultat, mais qui reste en deçà des 69 200 embauches de janvier. L’atténuation de la vague de COVID-19 due au variant Omicron devrait appuyer la consommation, notamment du côté de la restauration. Les données préliminaires provenant des transactions par cartes montrent une belle croissance dans les magasins en ligne, mais une diminution dans plusieurs autres catégories. Somme toute, les ventes au détail totales pourraient afficher une hausse de 0,2 %, tandis que les ventes excluant les automobiles et les stations-service devraient augmenter de 0,4 %.

Réunion de la Réserve fédérale (mars) – Après deux ans de taux directeurs à leur niveau plancher, la Réserve fédérale (Fed) devrait entamer à cette réunion le processus vers la normalisation de sa politique monétaire. Les signaux en ce sens sont plutôt clairs, que ce soit les commentaires de Jerome Powell à la suite de la réunion de janvier et au cours des semaines suivantes ou les discours et interventions des autres membres du Comité de politique monétaire. La force de l’inflation et la vigueur du marché du travail américain sont des facteurs militant pour une hausse des taux directeurs. Une augmentation de 25 points de base de la fourchette cible des fonds fédéraux est prévue et la possibilité d’un mouvement de 50 points n’est pas négligeable. Le seul grain de sable dans l’engrenage est la guerre en Ukraine et ses potentiels effets économiques. Il sera intéressant de voir si la Fed traitera de ce sujet dans son communiqué et dans les propos de Jerome Powell.

Mises en chantier (février) – Les mises en chantier ont diminué de 4,1 % en janvier, un effet conjugué probable d’une météo peu clémente, d’une baisse des heures travaillées due au variant Omicron et de problèmes d’approvisionnement. On s’attend cependant à une augmentation des mises en chantier pour le mois de février. Si les problèmes d’approvisionnement demeurent en place, la météo est devenue plus clémente au cours du mois dernier et les cas de COVID-19 ont diminué. Il s’est créé 60 000 emplois au sein de la construction en février. On s’attend à ce que les mises en chantier atteignent 1 760 000 unités.

JEUDI 17 mars - 9:15

Février	m/m
Consensus	0,5 %
Desjardins	1,1 %
Janvier	1,4 %

Production industrielle (mars) – La production industrielle a augmenté de 1,4 % en janvier. Toutefois, cette plus forte croissance mensuelle depuis mars 2021 est surtout due au bond historique de 9,9 % de la production d'énergie elle-même redevable à la température froide. On s'attend à un ressac de la production d'énergie en février. La croissance de la production industrielle devrait néanmoins rester assez vigoureuse grâce cette fois-ci à une meilleure progression de l'activité manufacturière après le gain de seulement 0,2 % en janvier. C'est ce qu'indique la hausse des heures travaillées au sein de la fabrication, et ce, malgré une baisse dans le secteur automobile. Le secteur des ressources devrait aussi connaître une bonne performance en février. Somme toute, on prévoit une progression de 1,1 % de la production industrielle et un gain de 1,5 % dans le secteur manufacturier.

VENDREDI 18 mars - 10:00

Février	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,4 %
Janvier	-0,3 %

Indicateur avancé (février) – Pour la première fois depuis le creux de la pandémie en avril 2020, l'indicateur avancé a reculé en janvier. On prévoit cependant un retour à la croissance dès le mois de février. Parmi les dix composantes de l'indice, ce sont l'élargissement de l'écart de taux d'intérêt, l'augmentation des heures travaillées, la baisse des demandes d'assurance-chômage et la hausse de l'ISM manufacturier qui devraient amener les principales contributions haussières. On s'attend à ce que l'indicateur avancé augmente de 0,4 % en février.

VENDREDI 18 mars - 10:00

Février	taux ann.
Consensus	6 140 000
Desjardins	5 850 000
Janvier	6 500 000

Ventes de maisons existantes (février) – La revente de maisons a connu une bonne hausse de 6,7 % en janvier alors que le consensus s'attendait plutôt à une baisse. Ce n'est probablement que partie remise, car plusieurs signaux laissent toujours croire à un niveau plus bas des ventes. Les ventes en suspens ont d'ailleurs diminué de 10,5 % au cours des trois derniers mois. Un ressac est donc possible. De plus, certaines données régionales font aussi état d'un recul. On prévoit que les ventes de maisons existantes passeront à 5 850 000 unités.

CANADA
MARDI 15 mars - 8:15

Février	taux ann.
Consensus	240 000
Desjardins	228 000
Janvier	230 754

Mises en chantier (février) – La tendance à la baisse des mises en chantier devrait se poursuivre en février avec un léger recul durant le mois. Il est aussi possible que les températures particulièrement froides observées dans plusieurs régions du pays en février aient ralenti certaines activités. Reste maintenant à voir dans quelle mesure les anticipations de hausses de taux d'intérêt ont incité certains ménages à devancer leurs achats.

MARDI 15 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	0,7 %
Desjardins	1,3 %
Décembre	0,7 %

Ventes des manufacturiers (janvier) – Selon les données provisoires de Statistique Canada, la valeur des ventes des manufacturiers aurait augmenté de 1,3 % en janvier. Une progression importante serait notamment observée au sein des industries des produits du pétrole et du charbon ainsi que des produits en bois. Les fortes hausses des prix du pétrole et des produits forestiers ont évidemment contribué à accroître la valeur des ventes pour ces produits.

MERCREDI 16 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,9 %
Desjardins	1,0 %
Janvier	0,9 %

Indice des prix à la consommation (février) – Selon les relevés à la pompe, les prix de l'essence ont augmenté de 6,5 % en moyenne en février, ce qui devrait se traduire par une contribution d'environ +0,2 % à la variation mensuelle de l'indice total des prix à la consommation (IPC). Du côté des fluctuations saisonnières de prix, elles sont habituellement d'environ +0,4 % en février en raison notamment d'une hausse des prix des vêtements à cette période de l'année. À l'image des derniers mois, la contribution des autres composantes demeurera assez élevée compte tenu des déséquilibres entre l'offre et la demande. En fin de compte, nous prévoyons une variation mensuelle d'environ +1,0 % en février. Le taux annuel d'inflation totale pourrait ainsi passer de 5,1 % à 5,7 %.

MERCREDI 16 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	3,5 %
Desjardins	3,9 %
Décembre	0,6 %

Ventes des grossistes (janvier) – Selon les données provisoires de Statistique Canada, la valeur des ventes des grossistes a augmenté de 3,9 % en janvier. À l’exception des véhicules automobiles et leurs pièces ainsi que des produits divers, tous les autres secteurs auraient bénéficié d’une progression de leurs ventes durant le mois. Il est évident que la forte croissance des prix de nombreux biens contribue à gonfler la valeur des ventes des grossistes.

VENREDI 18 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	2,4 %
Desjardins	2,4 %
Décembre	-1,8 %

Ventes au détail (janvier) – Selon les données provisoires de Statistique Canada, la valeur des ventes au détail aurait augmenté de 2,4 % en janvier. Des résultats préliminaires indiquent que les ventes d’automobiles ont légèrement crû durant le mois. De plus, les prix des biens ont augmenté de 0,9 % en janvier une fois corrigés des fluctuations saisonnières, ce qui gonflera la valeur des ventes. Une hausse de 4,0 % a notamment été répertoriée pour l’essence.


OUTRE-MER
JEUDI 17 mars - 8:00


Mars	
Consensus	0,75 %
Desjardins	0,75 %
3 février	0,50 %

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d’Angleterre (mars) – Malgré l’incertitude en lien avec la guerre en Ukraine, la Banque d’Angleterre pourrait procéder à une troisième hausse de taux d’intérêt d’affilée. À la rencontre de politique monétaire de février, plusieurs membres du comité de politique monétaire s’étaient montrés favorables à une hausse de 50 points de base, ce qui est plutôt rare comme situation. Cela illustre une volonté forte de vouloir réduire l’inflation.

Indicateurs économiques

Semaine du 14 au 18 mars 2022

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 14	---	---				
MARDI 15	8:30	Indice des prix à la production				
		Total (m/m)	Févr.	0,9 %	1,0 %	1,0 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	0,6 %	0,7 %	0,8 %
	8:30	Indice Empire manufacturier	Mars	7,8	9,0	3,1
	16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Janv.	nd	nd	114,5
MERCREDI 16	8:30	Prix des exportations (m/m)	Févr.	1,4 %	1,2 %	2,9 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Févr.	1,5 %	1,4 %	2,0 %
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Févr.	0,4 %	0,2 %	3,8 %
		Excluant automobiles (m/m)	Févr.	0,8 %	0,8 %	3,3 %
	10:00	Indice NAHB des constructeurs de maisons	Mars	81	nd	82
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Janv.	1,1 %	1,1 %	2,1 %
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Mars	0,50 %	0,50 %	0,25 %
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
JEUDI 17	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	7-11 mars	218 000	224 000	227 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Mars	15,0	13,0	16,0
	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Févr.	1 700 000	1 760 000	1 638 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Févr.	1 857 000	1 845 000	1 895 000
	9:15	Production industrielle (m/m)	Févr.	0,5 %	1,1 %	1,4 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Févr.	77,8 %	78,4 %	77,6 %
VENDREDI 18	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Févr.	0,3 %	0,4 %	-0,3 %
	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Févr.	6 140 000	5 850 000	6 500 000
CANADA						
LUNDI 14	---	---				
MARDI 15	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Févr.	240 000	228 000	230 754
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Janv.	0,7 %	1,3 %	0,7 %
	9:00	Ventes de maisons existantes	Févr.			
MERCREDI 16	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Févr.	0,9 %	1,0 %	0,9 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	nd	0,7 %	0,6 %
		Total (a/a)	Févr.	5,5 %	5,7 %	5,1 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Févr.	nd	4,0 %	3,5 %
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Janv.	3,5 %	3,9 %	0,6 %
	8:30	Stocks des grossistes (m/m)	Janv.	nd	2,0 %	2,9 %
JEUDI 17	---	---				
VENDREDI 18	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Janv.	nd	34,58	37,56
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Janv.	2,4 %	2,4 %	-1,8 %
		Excluant automobiles (m/m)	Janv.	2,2 %	2,5 %	-2,5 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 14 au 18 mars 2022

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 14								
France	3:45	Balance commerciale (M€)	Janv.	-9 672			-11 321	
France	3:45	Compte courant (G€)	Janv.	nd			-7,1	
Chine	22:00	Production industrielle	Févr.		4,0 %			9,6 %
Chine	22:00	Ventes au détail	Févr.		3,0 %			12,5 %
MARDI 15								
Allemagne	---	Compte courant (G€)	Janv.	nd			23,9	
Royaume-Uni	3:00	Taux de chômage ILO	Janv.	4,0 %			4,1 %	
France	3:45	Indice des prix à la consommation – final	Févr.	0,7 %	3,6 %		0,7 %	3,6 %
Zone euro	6:00	Production industrielle	Janv.	0,1 %	-0,5 %		1,2 %	1,6 %
Allemagne	6:00	Indice ZEW – situation courante	Mars	-23,0			-8,1	
Allemagne	6:00	Indice ZEW – situation future	Mars	5,0			54,3	
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Févr.	-390,5			-932,6	
MERCREDI 16								
Japon	0:30	Production industrielle – final	Janv.	nd	nd		-1,3 %	-0,9 %
Brésil	17:30	Réunion de la Banque du Brésil	Mars	11,75 %			10,75 %	
JEUDI 17								
Japon	---	Réunion de la Banque du Japon	Mars	-0,10 %			-0,10 %	
Zone euro	6:00	Indice des prix à la consommation – final	Févr.	0,9 %	5,8 %		0,9 %	5,1 %
Royaume-Uni	8:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Mars	0,75 %			0,50 %	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Févr.		0,9 %			0,5 %
VENDREDI 18								
Japon	0:30	Indice de l'activité tertiaire	Janv.	-1,0 %			0,4 %	
France	3:45	Salaires – final	T4	0,5 %			0,5 %	
Italie	5:00	Balance commerciale (M€)	Janv.	nd			1 103	
Zone euro	6:00	Balance commerciale (G€)	Janv.	-9,0			-9,7	
Russie	6:30	Réunion de la Banque de Russie	Mars	20,00 %			20,00 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 4 heures).